

# **Sciences sociales du Japon contemporain I : Politiques dans le Japon contemporain (JAP4A02F)**

Ce compte-rendu a été rédigé par un-e étudiant-e de master en études japonaises (Inalco/Paris Diderot) inscrit-e au séminaire.

## **Lluc Lopez Vidal, 16 novembre 2017: Japan's East Asia Regionalism : beyond the beiatu Paradigm**

Lluc Lopez I Vidal, politiste spécialiste du régionalisme, est maître de conférences à l'Université autonome de Barcelone (Universitat Autònoma de Barcelona)

La conférence donnée par le professeur Lluc López i Vidal avait pour thème le régionalisme japonais en Asie mis en rapport avec le concept de beiatu, pouvant être traduit littéralement par « pression américaine ». Beiatu est donc un mot pour désigner l'influence qu'exercent les Etats-Unis sur le Japon et, comme nous le montre la conférence, sur l'Asie en général.

### **Introduction**

La conférence peut être scindée en trois parties :

- Le régionalisme asiatique pendant la Guerre Froide et la création de l'APEC
- Le régionalisme récent et contemporain : ASEAN et le défi du TPP
- Comparaison avec le régionalisme européen

L'objectif de ces trois parties et de cette conférence est d'identifier le réseau complexe d'accords de coopération régionaux en Asie-Pacifique et comprendre le rôle des Etats-Unis et du Japon.

### **Première partie : Guerre Froide et création de l'APEC**

#### **Guerre Froide**

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale et au début de Guerre Froide, le Japon se trouve complètement à l'écart du régionalisme asiatique, ce dernier est en vérité pratiquement inexistant. M. Lopez I Vidal compare le système d'alliance de cette époque à une « grande roue » dont le centre serait les Etats-Unis et où chaque pays asiatique représenterai un rayon. Les alliances sont alors de simples accords bilatéraux entre d'un côté les USA et de l'autre un pays asiatique tel que le Japon ou la Corée du Sud. Ce système avantage grandement les Etats-Unis en étant toujours le pays le plus puissant des deux dans le cadre de l'accord bilatéral. La stratégie est la suivante : les Etats-Unis protègent et développent les économies de ces pays en échange de leurs ressources.

Le Japon se relève et se développe tellement vite après-guerre que celui-ci sera bientôt considéré comme un modèle de développement par ses voisins. En Asie se crée alors un développement basé sur « le modèle des oies sauvages », à l'image d'un robot : le Japon est la tête, les autres pays d'Asie, les autres parties du corps.

## **1989 : Création de l'APEC**

Le Japon devenant un modèle régional commence à reconsidérer ce système d'accord bilatéral favorisant les américains au détriment des pays asiatiques et commence à réfléchir à un nouveau système d'alliance plus équitable et plus favorable au Japon. Le but est de nouer des liens avec les voisins sans passer les USA. Bien que les USA soient très réticents à l'idée d'alliances régionales affaiblissant le pouvoir des accords bilatéraux, les Premiers Ministres japonais et australiens fondent la PECC ( Pacific Economic Cooperation Council ) en 1980. Celle-ci deviendra en 1989, l'APEC ( Asia-Pacific Economic Cooperation ), symbole d'une nouvelle ère pour le Japon et la coopération régionale le plaçant comme l'un des ( si ce n'est le ) leader d'une organisation.

Ainsi s'affaiblirait le *beijatsu* au début des années 90, le Japon déciderait de sa politique économique et régional. L'organisation est purement économique, celle-ci ne représente pas des états mais des économies comme le montre la présence conjointe de la Chine et Taïwan. L'organisation n'a pas pour but l'ingérence politique dans les pays voisins et respecte l'intégrité territoriale de chacun.

Le *beijatsu* ne disparaît cependant pas si facilement et les USA exigent du Japon leur entrée dans l'organisation sous prétexte que le plus important partenaire économique du pays doit également faire partie des négociations. Cette exigence des USA entraîne au Japon une lutte interministérielle entre le Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère des Finances. Le premier, content de pouvoir enfin s'extirper de l'influence américaine pour exercer la politique étrangère est contre l'entrée du pays dans l'organisation. Son argument est simple, ce n'est pas un pays d'Asie. Le Ministère des Finances au contraire est pour. Ce dernier voit dans l'exclusion de l'APEC du plus gros partenaire économique du pays un très mauvais calcul sur le plan financier. Cela pourrait se révéler dangereux. Les USA sont finalement acceptés dans l'organisation, l'APEC ne parviendra pas à résoudre la crise asiatique de 1997 et est considérée comme un échec.

## **Deuxième partie : Le régionalisme contemporain : l'ASEAN et le défi du TPP**

### **L'ASEAN**

Il s'agit désormais de trouver une alternative viable à l'APEC. Le Japon va se tourner vers l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations ). Le but est de créer une nouvelle alliance régionale incluant non seulement les pays d'Asie du sud-est de l'ASEAN mais aussi le Japon. L'ancien Premier Ministre malaisien Mahathir bin Mohamad, opposé à l'intégration des pays occidentaux à l'APEC propose la création de l'EAEC ( East Asian Economic Group ). Le but est des réunir les pays de l'ASEAN et la Chine, la Corée et le Japon dans une seule et même organisation, une ASEAN + 3 , une APEC mais sans occidentaux. Le but de l'organisation est de représenter une certaine identité asiatique, et celle-ci serait une occasion pour le Japon de renforcer son rôle sur la scène régionale. Les USA sont une nouvelle fois contre la création d'une organisation régionale en Asie. Au Japon c'est cette fois le Ministère de l'Economie et l'Industrie qui se déclare contre l'exclusion des américains. L'EAEC ne verra pas le jour.

Le Japon projette ensuite une alliance bilatérale avec l'ASEAN, une ASEAN + 1. Mais un nouvel acteur influent apparaît à la fin des années 90. La Chine est maintenant une grande

puissance régionale et se retrouve coude à coude avec le Japon pour le leadership de la région. L'ASEAN + 1 est enterrée à cause de la Chine et de la crise de 1997.

L'Asie de l'est est le terrain d'une bataille économique entre la Chine et le Japon et plusieurs projets d'alliances régionales. La Chine propose une nouvelle fois l'idée d'une ASEAN +3. La vision de la Chine est très économique, elle veut s'imposer comme le leader du régionalisme asiatique. Le Japon veut contrebalancer son nouveau puissant voisin et propose l'ASEAN + 6 (ASEAN + Extrême-Orient + Australie, Nouvelle-Zélande et Inde). La Chine accepte mais en contrepartie veut l'entrée de la Russie et des USA dans l'organisation. Aucun projet n'aboutit et on observe alors une recrudescence de signatures d'accords bilatéraux sans passer par aucune organisation : « le Noodle Bowl ».

## **Le TPP**

Au début des années 2000, les USA revoient leurs stratégies en Asie. La Chine est de plus en plus agressive vis-à-vis de ses voisins, notamment vis-à-vis du Japon. Les conflits se multiplient avec pour cause la souveraineté des îles Senkaku, les visites des Premiers Ministres japonais au temple Yasukuni ou encore le problème des manuels scolaires japonais. Dans ce contexte de tension se crée en 2004 un nouvel accord régional dans la zone Pacifique : le TPP ( Trans Pacific-Partnership ). Celui-ci en 2004 concerne quatre Etats, les P-4 : Nouvelle-Zélande, Chili, Brunei, Singapour. Ce nouvel accord de libre-échange prévoit entre autre une réduction de 90% des barrières douanières.

Quand le Japon ratifie le traité en 2013, celui-ci compte douze membres. Ce traité représente un intérêt stratégique pour le Premier Ministre Abe. Selon certains japonais, il serait compatible avec « L'Abeno mix » ( réformes structurelles, inflation, stratégie de croissance à long terme ) visant le retour de la consommation dans le pays. Baisser les droits de douane du riz ( exorbitants de nos jours ) par exemple permettrait d'importer du riz étranger à bas coût. Ainsi les japonais pourraient acheter du riz étranger beaucoup moins cher. C'est une aubaine pour Abe qui souhaite déréguler l'agriculture et la rendre plus intensive. Le TPP ouvrirait également aux entreprises étrangères le marché de la santé et des médicaments.

Depuis le 23 janvier 2017 et la sortie des Etats-Unis du TPP, les japonais peuvent considérer le *beijitsu* écarté au moins d'un certain point de vue économique. La Chine, bien que possible candidat à l'adhésion, est pour l'instant hors du traité. Le Japon entend bien poursuivre l'alliance comme seul maître à bord, sans les USA, en tant que première puissance économique du traité.

## **Troisième partie : Comparaison au régionalisme européen**

En dernière partie, le conférencier s'est essayé à une comparaison avec un autre régionalisme d'importance mondiale, le régionalisme européen. Ce dernier est en comparaison avec le régionalisme asiatique, très formalisé et basé sur de grandes institutions. Les européens se servent d'une organisation supranationale, l'Union Européenne, comme base d'un régionalisme multilatéral. Le multilatéralisme est clairement le modèle privilégié en Europe. Les pays européens ont choisi de déléguer certaines compétences à l'Union Européenne, ce qui est contre les bases du régionalisme asiatique qui prône l'intégrité territoriale des Etats. Les pays européens prônent parfois l'usage de la force lorsqu'il s'agit de

réglé certains conflits à l'étranger. Du côté asiatique, le consensus est préféré à la force et l'intervention dans des conflits bilatéraux est inenvisageable. L'intégrité territoriale est respectée et ce en raison de la diversité des différents systèmes politiques du continent qui vont de la junte militaire, à la monarchie absolue, constitutionnelle ou encore à la république parlementaire. Si les européens se montrent réunis dans de grands rassemblements, en Asie, on préfère la diplomatie « derrière le rideau » ou « quiet diplomacy », les rencontres privées entre chefs d'Etats sont privilégiées.

## **Conclusion**

Cette conférence nous montre les efforts du Japon pour intégrer, parfois « diriger » les autres pays asiatiques. Le Japon est à l'origine de beaucoup de projets régionalistes en Asie de l'Est. La plupart n'aboutissent pas en raison des Etats-Unis qui refusent la création d'une organisation dont l'adhésion leur serait refusée. Ces derniers entendent conserver leur leadership et refusent que le Japon prenne d'importantes décisions en matière de politique étrangère sans leur accord préalable. La sortie des Etats-Unis du TPP ne serait-elle pas une occasion pour le Japon de prendre les devants dans la zone Asie-Pacifique ? Le Japon est en effet pour le maintien de l'organisation malgré la sortie des USA. Le Japon devra également prendre en compte la Chine, deuxième acteur important ( si ce n'est le principal désormais ) depuis la fin des années 90. Bien qu'encore en dehors du TPP, celle-ci songe à une entrée possible. Quel avenir alors pour la politique asiatique du Japon qui doit composer avec le retrait du soutien américain et la montée en puissance de son important voisin ?